



## Climat et souveraineté doivent guider les pas du plan REPowerEU pour assurer l'avenir de l'Europe

Au menu du sommet européen des 30 et 31 mai, le plan REPowerEU a été présenté comme permettant de réduire la dépendance aux importations d'énergies russes. Ce plan met le paquet sur le développement des énergies renouvelables (EnR), de l'efficacité énergétique et de l'hydrogène vert, au risque néanmoins de s'avérer insuffisant pour tenir les objectifs climatiques et d'indépendance énergétique de l'Europe.

Si REPowerEU évoque avec raison l'impératif de diversifier les sources d'approvisionnements gaziers et de développer les gaz renouvelables, la CFE Énergies regrette que la Commission n'aille pas jusqu'au bout de la nécessaire diversification des sources d'énergies pour assurer résilience bas carbone et souveraineté. Au nom de ces exigences, l'énergie nucléaire a toute sa place dans l'avenir de l'Europe, qu'il s'agisse de la prolongation des centrales existantes ou du développement de nouvelles capacités. Malgré un traité européen historique explicite, Euratom, la Commission reste bien timorée sur le sujet.

Comme le dit l'eurodéputé Christophe GRUDLER, il faut que nous « *soyons attentifs à ne pas remplacer notre dépendance russe par une autre dépendance extérieure, que cela soit pour les énergies fossiles ou renouvelables* » alors que les alertes se multiplient sur la faiblesse du modèle européen en matière d'EnR face à la concurrence chinoise. Le centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) invite ainsi à ne pas « *troquer la dépendance à la Russie pour celle au détroit d'Ormuz* ».

Dans cette perspective, la CFE Énergies salue le réveil de la Commission qui, après des années à privilégier le libre-échange à la construction d'une politique industrielle, envisage un règlement qui pourrait conduire à interdire certains panneaux solaires chinois sur le marché européen au nom de la lutte contre le travail forcé. En évitant la concurrence déloyale et le dumping social, il s'agirait là d'un premier pas, certes timide, dans la direction de filières industrielles européennes, seules à même d'offrir aux salariés européens des perspectives d'emplois durables et qualifiés liés à la transition énergétique.

Pour la CFE Énergies, la Commission doit confirmer son engagement pour l'autonomie stratégique de l'Europe en ne limitant pas l'essor de la filière hydrogène européenne au seul hydrogène vert, quitte à l'importer massivement, mais en ouvrant également la voie à la production d'hydrogène bas carbone sur le continent, en utilisant tous les atouts énergétiques bas carbone de l'Europe. La CFE Énergies demande ainsi que le régime européen des aides d'État comme les directives en cours de discussion au parlement européen dans le cadre du paquet Fit for 55 soient adaptés en conséquence.

Au-delà de ces impératifs de souveraineté et de sécurité, le plan REPowerEU ne doit pas oublier l'urgence climatique, rappelée avec force par l'organisation météorologique mondiale qui annonce que « *nous nous dirigeons maintenant vers un réchauffement de 2,5 à 3° C* », la très sévère sécheresse qui touche l'Europe ce printemps et les chaleurs apocalyptiques frappant l'Inde et le Pakistan.

Dans ce contexte anxigène qui appelle la mobilisation de tous, la CFE Énergies ne manque pas d'être étonnée par le double discours de l'Allemagne. Pourtant mauvais élève européen en matière d'émissions de CO<sub>2</sub>, celle-ci vient d'annoncer vouloir prolonger 26 centrales au charbon tout en s'associant à la promesse du G7 de « *soutenir une accélération de la sortie mondiale du charbon* », et en confirmant la fermeture de ses derniers réacteurs nucléaires en pleine crise énergétique. Pire, l'Allemagne poursuit sa croisade antinucléaire en Europe en s'opposant au projet de taxonomie incluant le gaz et le nucléaire, alors que son modèle énergétique Energiewende, promu à Bruxelles et faisant la part belle aux énergies renouvelables, n'a pu prospérer qu'adossé à une dépendance croissante aux importations russes.

Même si elle gagnerait à tirer toutes les leçons d'une foi aveugle dans le marché et la concurrence qui a fragilisé la souveraineté et la sécurité énergétiques de l'Europe, Margrethe Vestager admet toutefois « *qu'avec l'énergie russe, l'Europe n'a pas été naïve, elle a été cupide... avec une industrie qui s'est beaucoup construite autour de l'énergie russe* ». Pour la CFE Énergies, REPowerEU ne contribuera à l'avenir de l'Europe qu'en revenant à l'esprit et à la vision des pères fondateurs de l'Europe.

Contact presse : Alexandre GRILLAT – alexandre.grillat@cfe-energies.com